

ESPERANCE DE VIE EN BONNE SANTE DE LA POPULATION AGEE AU MAROC

Dans un contexte national dominé par la perspective de la réforme des systèmes de retraite, le Haut Commissariat au Plan, a procédé à des estimations des espérances de vie en bonne santé des populations âgées au Maroc selon une double approche combinant l'espérance de vie avec, d'une part, la prévalence des maladies chroniques, tel le diabète et l'hypertension artérielle et, d'autre part, les handicaps occasionnant une incapacité fonctionnelle¹, tel l'impossibilité de réaliser des tâches nécessaires de la vie quotidienne.

L'estimation du nombre d'années que les personnes pourraient espérer vivre en bonne santé à partir de soixante ans est importante particulièrement pour les enjeux sociaux et économiques. En effet, augmenter la participation des aînés à la vie active en repoussant l'âge de départ à la retraite nécessite de préserver la santé et l'autonomie.

Il est à rappeler que le Maroc est à une étape avancée de sa transition démographique, amorçant ainsi le processus du vieillissement de sa population. L'effectif des personnes âgées de 60 ans et plus qui représentait moins d'un million en 1960 est aujourd'hui de 2,9 millions de personnes, et il atteindrait près de 10 millions de personnes en 2050 et représenterait environ 25% de la population du Maroc.

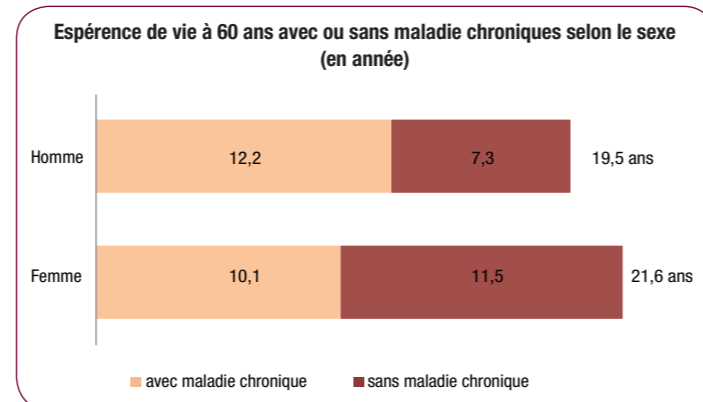
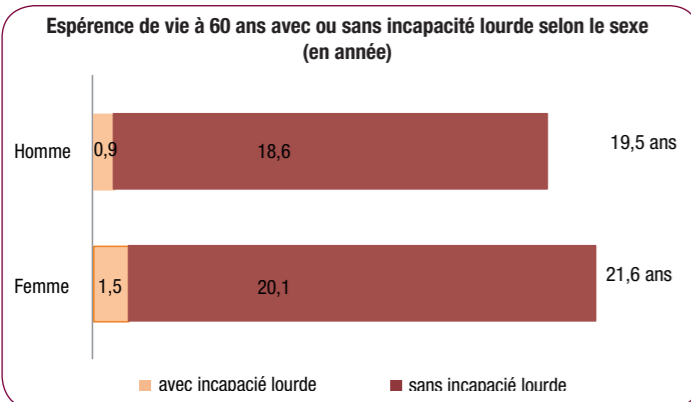
Les personnes qui survivraient après soixante ans ont une espérance de vie plus importante que dans le passé. En effet, à soixante ans, en 1987,

une personne espérait vivre 18,8 ans alors qu'en 2010, cette espérance de vie est de 20,6 ans (19,5 ans pour les hommes et 21,6 ans pour les femmes), soit un gain de près de deux années.

Cependant, selon les données de l'enquête nationale sur la population et la santé familiale (EPSF) de 2011, l'espérance de vie sans maladies chroniques à 60 ans est de 7,3 ans en moyenne pour les hommes et de 11,5 ans pour les femmes, soit un écart de 12,2 ans et de 10,1 ans respectivement par rapport aux espérances de vie à 60 ans correspondantes (quel que soit l'état de santé).

S'agissant de l'espérance de vie après 60 ans sans incapacité, elle serait de 18,6 ans en moyenne pour les hommes et de 20,1 ans pour les femmes. Soit beaucoup plus que ce qu'on obtient selon la première démarche car vivre sans incapacité ne garantit pas que ce soit sans maladie.

Relativement fréquentes chez les plus âgés, les maladies chroniques déclarées par les femmes occupent 46,8% de l'espérance de vie à 60 ans (62,6 % pour les hommes). Mais ces années de maladies ne s'accompagnent pas pour autant d'incapacité fonctionnelle lourde (elles ne représentent que 6,9% de l'espérance de vie des femmes et 4,6% de celle des hommes).



¹ Calculés à partir des données de l'enquête nationale sur les personnes âgées au Maroc de 2006.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



Sommaire

- Prix..... 1
- Indicateurs économiques et financiers..... 2
- Comptes nationaux trimestriels..... 3
- Espérance de vie en bonne santé de la population âgée au Maroc..... 4

BULLETIN MENSUEL

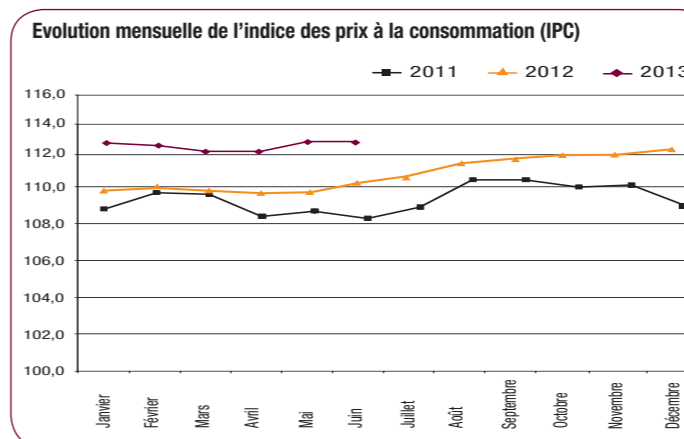
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de juin 2013, une stagnation par rapport au mois précédent. Celle-ci est le résultat de la stagnation enregistrée à la fois par l'indice des produits alimentaires et par celui des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,3% au cours du mois de juin 2013. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des six premiers mois de 2013, par rapport à celui de la même période de 2012, s'établit à +2,4%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES SIX PREMIERS MOIS		
	MAI 2013	JUN 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	121,3	121,3	0,0	117,1	120,9	3,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,6	121,6	0,0	117,6	121,3	3,1
Boissons alcoolisées et tabac	115,5	115,5	0,0	108,4	113,2	4,4
Produits non alimentaires	106,9	106,9	0,0	104,9	106,7	1,7
Articles d'habillement et chaussures	109,0	109,1	0,1	107,9	109,1	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	106,4	106,5	0,1	105,2	106,1	0,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	107,3	-0,1	107,4	107,3	-0,1
Santé	104,5	104,9	0,4	103,7	104,5	0,8
Transport	109,6	109,5	-0,1	104,3	109,4	4,9
Communication	65,4	65,4	0,0	71,8	65,4	-8,9
Loisirs et culture	97,3	97,3	0,0	96,5	97,4	0,9
Enseignement	129,6	129,6	0,0	122,1	129,6	6,1
Restaurants et hôtels	116,6	116,8	0,2	112,7	115,8	2,8
Biens et services divers	112,0	111,9	-0,1	110,5	111,8	1,2
Indice général	112,9	112,9	0,0	110,0	112,6	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES SIX PREMIERS MOIS		
	MAI 2013	JUN 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	111,9	111,9	0,0	108,8	111,6	2,6
Casablanca	114,9	115,0	0,1	111,9	114,9	2,7
Fès	112,6	112,8	0,2	109,7	112,5	2,6
Kénitra	112,3	112,4	0,1	109,3	112,0	2,5
Marrakech	112,8	112,8	0,0	109,4	112,7	3,0
Oujda	112,4	112,2	-0,2	108,9	112,0	2,8
Rabat	110,5	110,5	0,0	107,6	110,3	2,5
Tétouan	111,9	112,2	0,3	112,4	111,4	-0,9
Meknès	115,3	114,9	-0,3	111,9	114,3	2,1
Tanger	114,3	114,4	0,1	110,9	114,1	2,9
Laâyoune	112,3	112,0	-0,3	110,6	112,1	1,4
Dakhla	111,2	110,9	-0,3	108,6	111,5	2,7
Guelmim	112,3	112,4	0,1	109,2	112,1	2,7
Settat	113,5	113,2	-0,3	110,8	113,0	2,0
Safi	108,2	108,9	0,6	105,0	107,7	2,6
Beni-Mellal	111,8	111,2	-0,5	110,6	111,7	1,0
Al-Hoceïma	114,6	114,7	0,1	111,5	113,9	2,2
Ensemble	112,9	112,9	0,0	110,0	112,6	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de juin de l'année 2013, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Safi avec 0,6%, à Tétouan avec 0,3% et à Fès avec 0,2%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Beni-Mellal avec 0,5%, à Meknès, Dakhla, Laâyoune et Settat avec 0,3% et à Oujda avec 0,2%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des six premiers mois de 2013 par rapport à la même période de 2012 les hausses les plus élevées à Marrakech avec 3,0%, à Tanger avec 2,9%, à Oujda avec 2,8% et à Casablanca, Dakhla et Guelmim avec 2,7% et les moins élevées à Beni-Mellal avec 1,0% et à Laâyoune avec 1,4%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Tétouan avec 0,9%.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JUN/JUN (1)	LES SIX PREMIERS MOIS (2)
2011	0,7	0,8
2012	1,9	1,0
2013	2,3	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des six premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2011	2012*	VAR.%
Elevage			
Abattage contrôlés (poids de viande en tonnes)			
Bovins	159 150	170 474	7,1
Ovins	39 108	38 064	-2,7
Caprins	15 581	13 554	-13,0
Autres	5 343	6 619	23,9

Source : Office National de la Sécurité Sanitaire des Aliments (ONSSA).

	Situation de janvier à mai		
	2012	2013*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	10 620	10 466	-1,4
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	3 012	2 452	-18,6
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	4 566	3 617	-20,8

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à mai		
(En millions de dirhams)	2012	2013*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB)			
Exportations	121 030	120 155	-0,7
Biens	77 438	76 559	-1,1
Services	43 592	43 596	-
dont : voyages	20 545	21 164	3,0
Importations	181 165	175 590	-3,1
Biens	153 024	148 969	-2,6
Services	28 141	26 621	-5,4
Solde commercial	-60 135	-55 435	
Taux de couverture (en %)	66,8	68,4	
Recettes M.R.E.	22 383	22 427	0,2

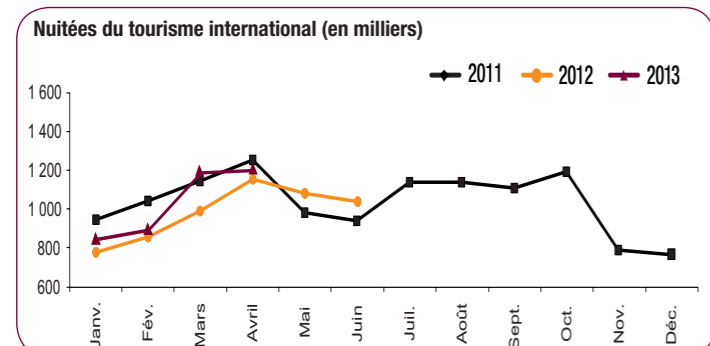
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à avril		
	2012	2013*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	5 253	5 706	8,6
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	3 788	4 157	9,7

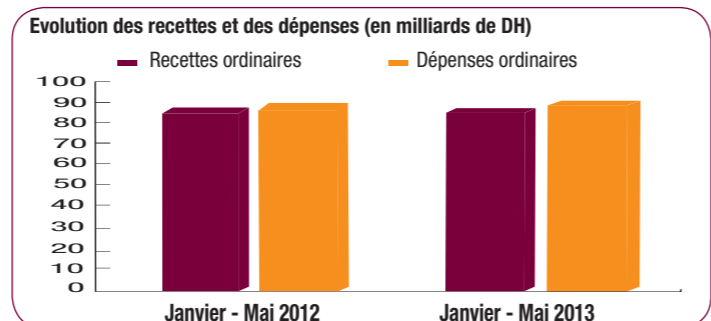
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

	Situation de janvier à mai		
(En millions de dhs)	2012 ^R	2013*	VAR.%
Recettes ordinaires	89 449	88 808	-0,7
Dépenses ordinaires	90 238	91 287	1,2
Dettes publiques	10 089	10 864	7,7
Investissement	15 333	17 953	17,1
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-3 139	-5 596	
Déficit / Excédent global	-19 261	-26 028	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

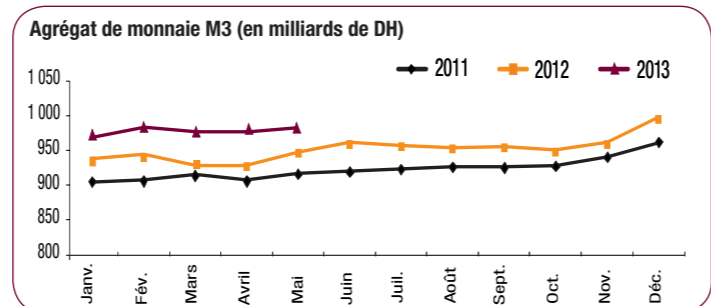


Monnaie

	Situation de janvier à mai		
(En millions de DH)	2012 ^R	2013*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	934 463	980 466	4,9
Agrégats de placements liquides	347 342	375 880	8,2
Contreparties de la monnaie M3⁽¹⁾	934 463	980 466	4,9
Avoirs extérieurs nets	139 519	145 307	4,1
Créances nettes sur l'administration centrale	115 752	139 868	20,8
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	43 145	43 077	-0,2
Créances sur l'économie	786 100	811 790	3,3
Ressources à caractère non monétaire	149 440	150 649	0,8
Autres postes nets	-9 828	-8 926	-9,2

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie + Contrepartie des dépôts auprès du Trésor - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de mai		
	2012	2013*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	4 147	2 902	-30,0
Capitalisation boursière (en millions de DH)	479 594	429 591	-10,4
Indice MASI	10 286,99	8 906,65	-13,4
Indice MADEX	8 411,24	7 236,57	-14,0
O.P.C.V.M.	28 JUN 2013	5 JUL 2013	VAR.%
Nombre	367	367	0
Actifs nets (en millions de DH)	235 017	240 651	2,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Premier trimestre 2013

Selon les comptes nationaux du premier trimestre 2013, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB), corrigé de variations saisonnières, a été de 3,8% au lieu de 2,8% le même trimestre de l'année 2012. En effet, la valeur ajoutée agricole en volume s'est accrue de 17,7% au lieu d'une baisse de 8,3% le même trimestre de l'année précédente, alors que celle des activités non agricoles a été, en revanche, en net ralentissement, avec une croissance de 1,9% au lieu de 4,5%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une baisse de 2% au lieu d'une hausse de 2,6% durant la même période de l'année précédente. Ce résultat est dû à la baisse de la valeur ajoutée de l'activité du bâtiment et travaux publics de 5,9% au lieu d'une hausse de 5%, l'électricité et eau de 4,2% au lieu d'une hausse de 11,2%, l'industrie d'extraction de 3,6% au lieu d'une baisse de 5% et la légère croissance de l'activité des industries de transformation de 0,5% au lieu de 2,9%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, de son côté, a affiché une croissance de 3,6% au lieu de 5,4% le même trimestre de l'année 2012. Toutes les composantes du secteur ont pu dégager, malgré un certain ralentissement, des croissances positives de leurs valeurs ajoutées :

- les postes et télécommunications de 14,7% au lieu de 23,7% ;
- les hôtels et restaurants de 3,7% au lieu d'une baisse de 4,8% ;
- les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,8% au lieu de 4,5% ;
- le commerce de 2,3% au lieu de 3,2% ;
- les services financiers et assurances de 0,3% au lieu de 5,4% ;
- les «services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale» de 6,4% au lieu de 7,4% ;
- les «services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale» de 2,7% au lieu de 4,8%.

Au niveau de la demande, la consommation finale nationale, malgré son ralentissement, demeure le principal contributeur à la croissance économique durant le premier trimestre 2013. Ainsi, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3% au lieu de 4% la même période de l'année précédente. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a affiché une hausse de 4,8% au lieu de 7,2%. En revanche, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une baisse de 2% au lieu d'une augmentation de 2,6% une année auparavant.

Au niveau des échanges extérieurs, ils ont dégagé une contribution positive de 1,5 point à la croissance économique au lieu d'une contribution négative de 0,8 point le même trimestre de l'année 2012. Cette contribution est due à la baisse des importations qui a été de l'ordre de 4,4% et à celle des exportations qui a été de 0,6%.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a progressé de 6,8% au lieu de 3,7% l'année précédente et l'épargne nationale a atteint 26,9% du PIB au lieu de 25,7%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

	1 ^{er} trim. 2012			1 ^{er} trim. 2013			Glissement annuel en %		
Dépenses de consommation finale des ménages	98 526	101 505	3,0						
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	28 666	30 055	4,8						
Formation brute de capital	55 150	54 063	-2,0						
Exportations de biens et services	54 220	53 899	-0,6						
Importations de biens et services	64 469	61 615	-4,4						

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	1 ^{er} trim. 2012			1 ^{er} trim. 2013			Glissement annuel en %		
Revenu national brut disponible	213 619	228 093	6,8						
Epargne nationale brute	51 935	57 708	11,1						

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Glissement annuel en %
Secteur agricole	23 925	28 167	17,7
Secteur non agricole	121 804	124 164	1,9
Pêche	840	1 091	29,9
Industrie d'extraction	3 242	3 124	-3,6
Industries de transformation	21 996	22 112	0,5
Electricité et eau	5 798	5 554	-4,2
Bâtiment et travaux publics	8 251	7 761	-5,9
Commerce	18 086	18 502	2,3
Hôtels et restaurants	2 885	2 991	3,7
Transports	8 772	8 788	0,2
Postes et télécommunications	12 685	14 553	14,7
Activités financières et assurances	8 859	8 886	0,3
Services rendus aux entreprises et services personnels	17 968	18 467	2,8
Administration publique générale et sécurité sociale	13 726	14 604	6,4
Education, santé et action sociale	14 141	14 522	2,7
Branche fictive	-7 404	-7 438	0,5
Impôts sur les produits nets des subventions	21 350	21 569	1,0
Produit intérieur brut en volume	167 288	173 647	3,8
PIB hors agriculture	142 789	145 447	1,9
Produit intérieur brut en valeur	202 461	214 866	6,1

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

